

## **Note de Synthèse SE COSOP - juillet 2009**

### **Introduction**

La note de synthèse sur le SE COSOP a comme but d'informer des progrès réalisés sur la mise en œuvre du COSOP 2007-2012 à Madagascar et d'appuyer la revue annuelle 2009. La note présente les résultats du programme pays pour les quatre dernières années et ces futures orientations, notamment par rapport à la mise en œuvre des deux nouveaux projets, PROSPERER et AROPA.

### **Vue d'ensemble du Système SE COSOP**

Le système SE COSOP a été mis en place à Madagascar afin de mieux comprendre les résultats et l'impact du programme pays. Le système a été construit à partir de données soigneusement sélectionnées et agrégées pour chacun des projets.

Les données susmentionnées sont ensuite enregistrées dans le système SEGS (mis en place en 2007/2008). Des indicateurs clés sont définis à partir du cadre logique de chaque projet. Ils sont utilisés par la suite pour renseigner sur l'avancement des objectifs principaux et spécifiques des projets. Les indicateurs un fois insérés dans le système SE COSOP, permettent d'effectuer une analyse globale de l'ensemble des projets. Le système SE déjà existant pour certains projets a permis de travailler sur des données remontant jusqu'à 2001/2002.

L'analyse consiste à interpréter l'observation des tendances des indicateurs clés des projets associés aux objectifs principaux du COSOP et pour les indicateurs des trois objectifs spécifiques, à savoir : i) amélioration de la gestion des risques, ii) amélioration des revenus des ruraux pauvres, et iii) professionnalisation des petits producteurs afin de les associer plus étroitement au développement économique et politique du pays.

Le tableau SE COSOP a été révisé en octobre 2009 pendant l'atelier des responsables suivi-évaluation de chaque projet (RSE) qui s'est tenu à Morondava. Les RSE se sont mis d'accord sur les améliorations à apporter au système :

- Une sélection plus attentive des indicateurs spécifiques des projets qui renseignent les Objectifs Spécifiques du COSOP
- La sub-division de chaque Objectif Spécifique en plusieurs domaines d'activités pour mieux regrouper les indicateurs
- L'ajout d'une colonne d'unité de mesure pour chaque indicateur
- Les indicateurs d'impact des cadres logiques des projets se trouvant dans l'onglet « Objectif-Principal », ne sont pas tous mesurable sur une fréquence semestrielle, et pourront être documentés que pendant les exercices

d'évaluation suivantes : situation de référence, évaluation à mi-parcours, et évaluation finale

- La présentation des données en détail par projet, pour faciliter le remplissage manuel des cellules d'après les rapports semestriels et aussi permettre à la revue de retracer les données désagrégées par projet – La correspondance entre le SSE de chaque projet et les objectifs du COSOP y est visible au contraire du format précédant qui ne présentait que les données déjà agrégées ;
- Les données sont regroupées sous l'onglet « Tous-projets » pour les trois Objectifs Spécifiques du COSOP et mises à jour automatiquement à partir des onglets « Détail-projet »;
- L'onglet « Recap » agrège les données des indicateurs projet, qui sont à leur tour mises à jour automatiquement à partir de l'onglet « Tous-projets » ;
- Les onglets « OS-Bilan », reprennent le même modèle du format précédent et sont mis à jour automatiquement par l'onglet « Recap ».

### **Contexte Actuel du Pays**

Selon la communauté des bailleurs à Madagascar, la crise politique actuelle, qui a débuté en janvier 2009, met en danger les progrès enregistrés dans le domaine du développement ces dernières années, d'autant plus que Madagascar commence à ressentir les conséquences de la crise financière mondiale. Selon les estimations, le pays s'enfonce en 2009 dans la récession économique, alors qu'on pouvait encore tableur sur une croissance autour de 7,5 % avant la crise. Ces mauvais résultats de l'économie malgache se manifesteront principalement à travers : (i) un ralentissement de l'activité du secteur privé dans les domaines de l'industrie et des services et (ii) un ajustement budgétaire des dépenses publiques.

Un des facteurs qui permettront toutefois d'atténuer l'incidence négative de la crise actuelle est la bonne santé du secteur agricole qui est resté relativement à l'abri des bouleversements externes et internes observés récemment. Cela s'explique principalement par le fait qu'une grande majorité des agriculteurs exercent dans le secteur informel. Hors dans un pays avec une population à plus de 65 % rurale (Instat démographie) le secteur agricole joue un rôle prédominant dans la création d'emplois (environ 70 % de la population active déclare exercer une activité liée au secteur primaire).

Compte tenu des troubles politiques, qui ont entraîné une quasi-paralysie de l'administration publique, plusieurs bailleurs de fonds et partenaires du FIDA, comme la Banque Mondiale et l'Union Européenne ont suspendu toutes leurs activités dans le pays. Le FIDA a quand à lui a pu continuer ses activités sur terrain, celles-ci ne dépendant pas directement du pouvoir centrale, mais plutôt des administrations locales qui sont beaucoup plus stables. Cependant, pour continuer certaines activités surtout liées à l'infrastructure, le FIDA aura besoin des ses Co-financiers, d'autant plus que le Projet MCA a officiellement suspendu son soutien financier au PNF.

Néanmoins, l'UE a retenu Madagascar parmi les pays bénéficiaires de la « Facilité » sécurité alimentaire (initiative sur la flambée des prix des produits alimentaires) et le MAEP, a son tour, a choisi le FIDA pour être le gestionnaire des fonds spéciaux de cette « Facilité » par le biais du Programme d'appui à la résilience aux crises alimentaire à Madagascar (PARECAM). Le PARECAM appuiera les quatre projets

FIDA en cours et interviendra dans les domaines suivants : l'appui à la production céréalière et maraichère (aménagement, équipements et intrants), l'appui au marché (stockage villageois et commercialisation), et la valorisation de l'Encadrement/vulgarisation technique et du dialogue politique. Le projet ciblera un total de 30 000 familles bénéficiaires.

### **Analyse des Indicateurs COSOP**

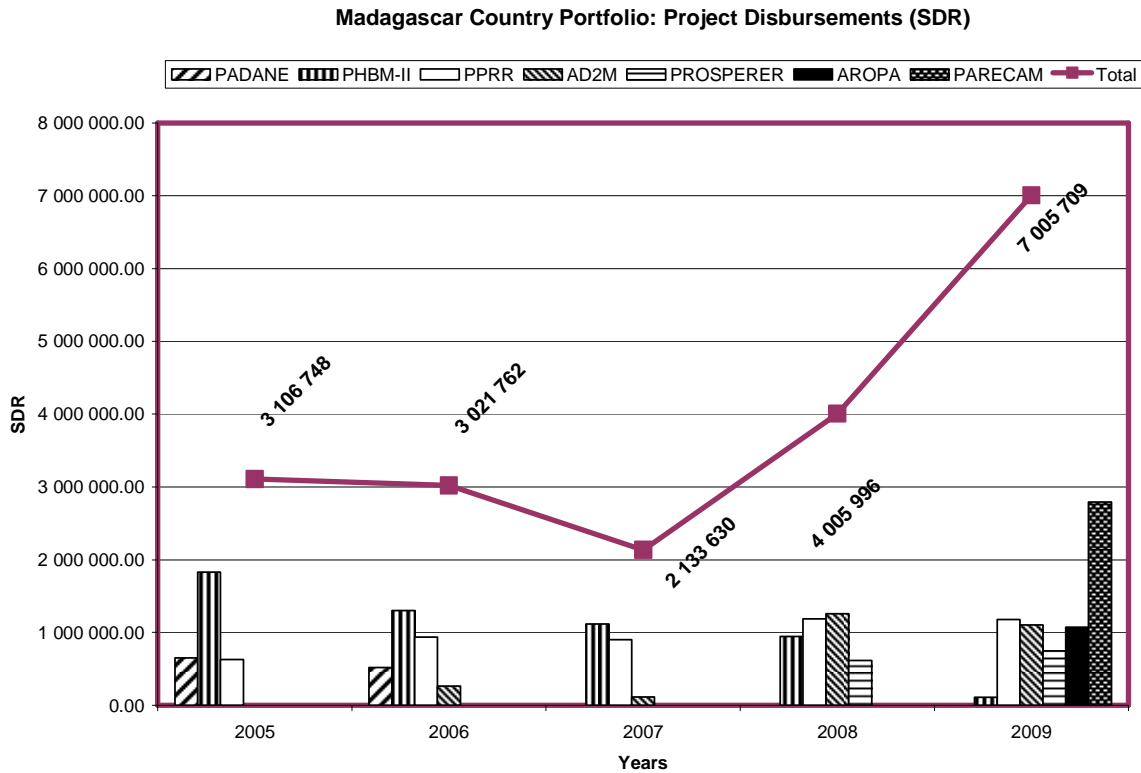
Le programme pays du FIDA a été conçu en concertation avec le gouvernement et les partenaires techniques et financiers et a donné lieu à l'établissement du COSOP sur la même période que le MAP (2007-2012). Comme indiqué dans le COSOP, il comporte un objectif stratégique principal « *Promouvoir le développement régional par une approche inclusive en faveur des pauvres, afin que les ménages les plus vulnérables puissent profiter de la croissance économique en milieu rural et améliorer leurs conditions de vie* » et trois axes stratégiques secondaires: (i) Améliorer la gestion des risques et réduire la vulnérabilité des ruraux pauvres en leur donnant plus largement accès aux ressources et aux services; (ii) Améliorer les revenus des ruraux pauvres par la diversification des activités agricoles et la promotion de l'entrepreneuriat rural; et (iii) Professionnaliser les petits producteurs et leurs organisations pour les associer plus étroitement au développement économique et au dialogue sur les politiques.

Le FIDA est reconnu à Madagascar pour son expertise dans les activités productives agricoles (PHBM : 1996-2008) et possède des avantages comparatifs dans ce domaine (PPRR, Ad2M, PROSPERER, AROPA). La revue du portefeuille effectuée en décembre 2008 a recommandé de renforcer et d'accélérer les activités d'appui à la mise en valeur durable de la base productive et l'harmonisation avec les programmes nationaux.

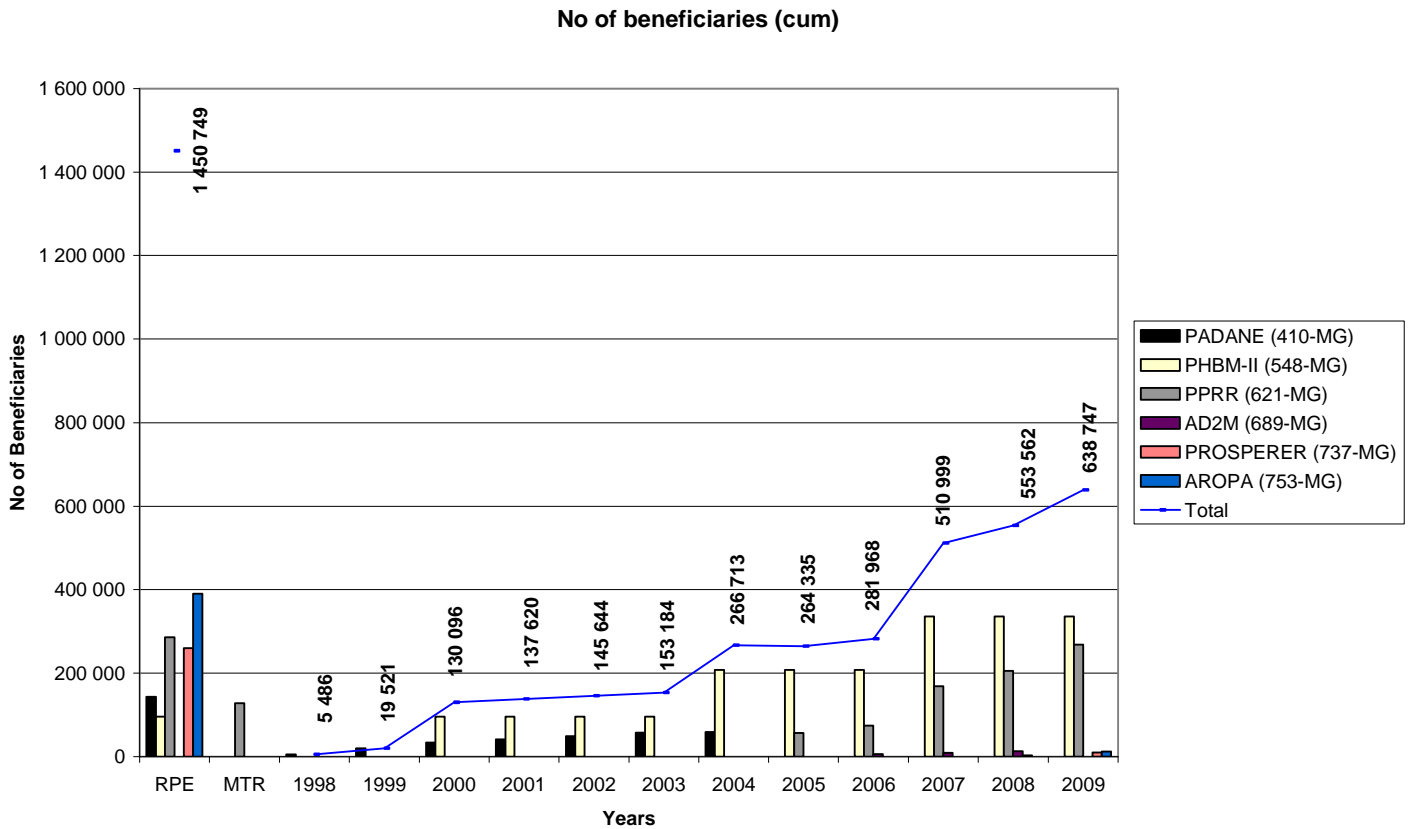
Les graphiques (Figures 1,2, et 3) ci-dessous montrent une légère augmentation du nombre de bénéficiaires en parallèle à une baisse de l'engagement financier par bénéficiaire en 2009. Ce qui s'explique par la clôture du projet PHBM-II et des activités de mise en place, de préparation du terrain des deux nouveaux projets. Le nombre total de bénéficiaires atteint maintenant 27% de la valeur prévisionnelle en fin d'activités des projets (1, 049,700 familles).

Une grande majorité de bénéficiaires, ont bénéficié essentiellement de formation et d'appui (PADANE, PHBM, PPRR). Avec les deux nouveaux Projets, AROPA et PROSPERER, le Programme pays passe à une étape successive, est encourage les pauvres ruraux à prendre leur propre développement en main à travers la professionnalisation de leurs activités et à s'organiser de façon à pouvoir accéder et prendre part au dialogue politique d'une manière permanente. Les projets devront se focaliser notamment sur les individus actifs et dynamiques et aspirant au leadership local pour pouvoir créer un effet d'entraînement et ainsi aider à promouvoir la durabilité des acquis.

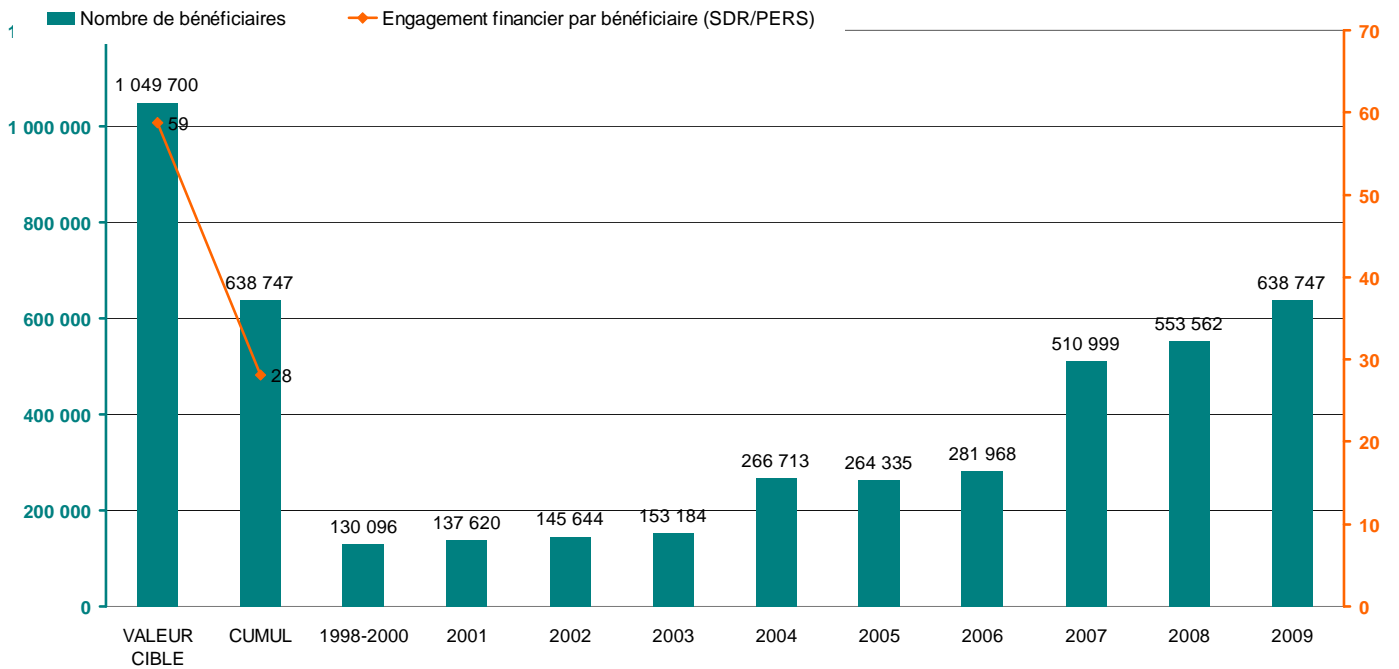
**Figure 1 : Décaissement des Projets (DTS)**



**Figure 2 : Total nombre de bénéficiaires**

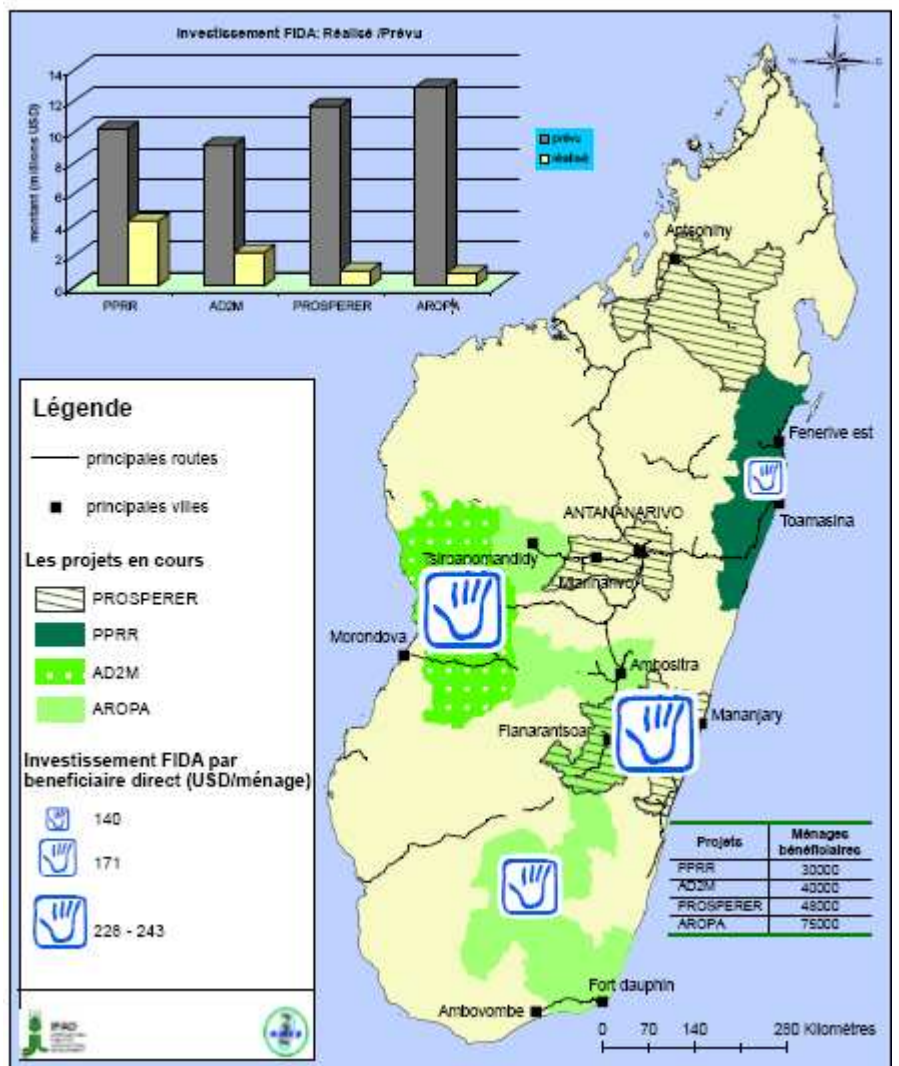


**Figure 3: Nb total de bénéficiaires et l'engagement financier (DTS) par bénéficiaire**



**Figure 4: La carte montre les zones d'intervention des Projets FIDA avec les investissements réalisés par bénéficiaire.**

**INVESTISSEMENT FIDA / BÉNÉFICIAIRES DIRECTS: LES PROJETS EN COURS**



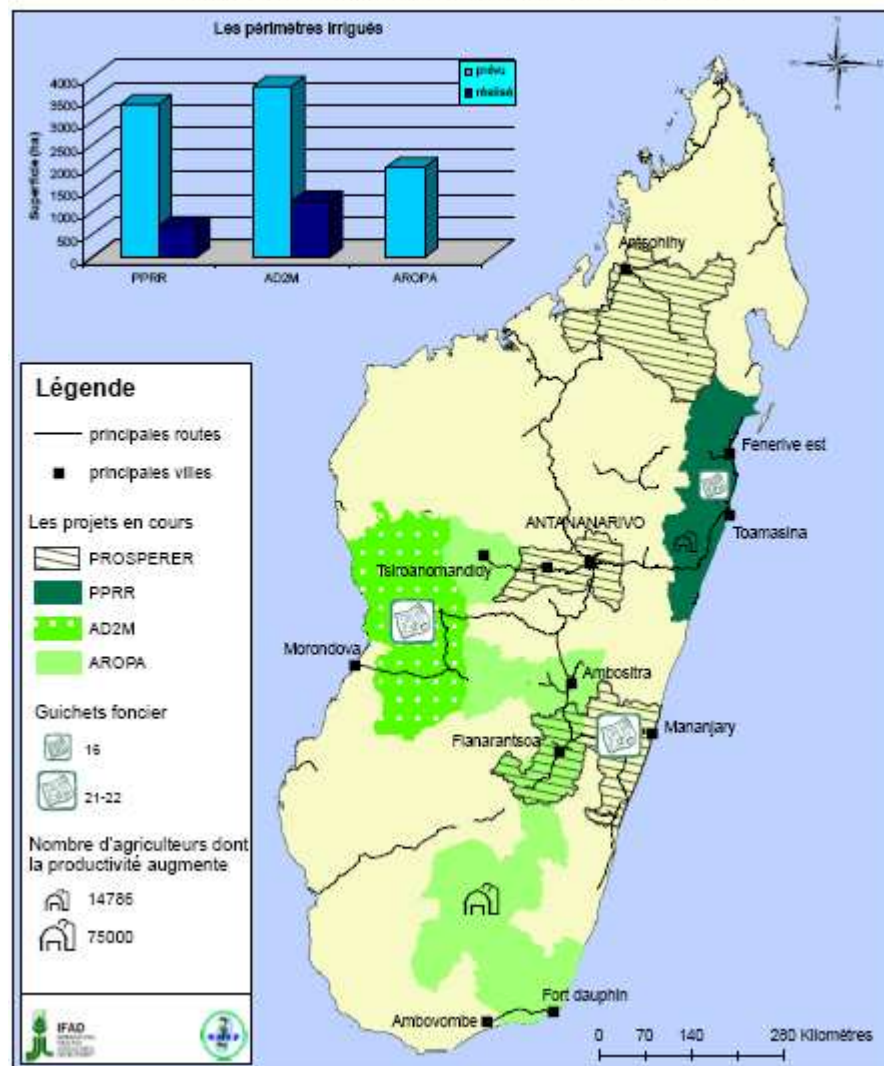
Chaque objectif présenté dans les cadres logiques des différents projets est lié à un des trois objectifs spécifiques du COSOP. Par conséquent, certains des indicateurs clés employés pour suivre les objectifs de projet sont également reflétés dans la structure du COSOP, qui est aussi liée MAP et au système de résultats corporatifs du FIDA (MfDR).

Quelques indicateurs d'Objectif Spécifique provenant du tableau SE COSOP sont repris et analysés ci-dessous. Ceci permet d'obtenir un aperçu sur le Programme pays au 30 juin 2009 (pour voir tous les indicateurs, consultez le fichier Excel).

Objectif Spécifique 1: Améliorer la gestion des risques et réduire la vulnérabilité des ruraux pauvres en leur donnant plus largement accès aux ressources et aux services, à savoir : (i) services d'appui, (ii) sécurisation foncière, (iii) services financiers.

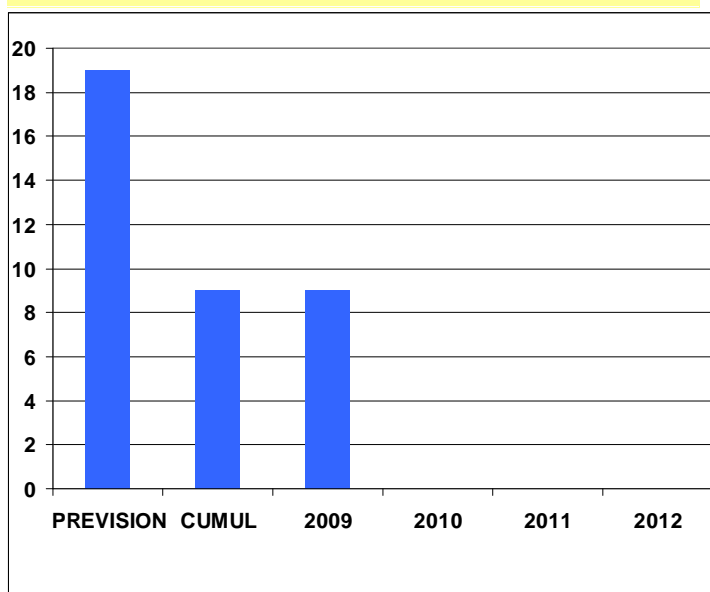
*Figure 5 : La carte montre les principaux résultats attendus sur l'amélioration aux services et aux ressources.*

### AMÉLIORER L'ACCÈS AUX SERVICES ET AUX RESSOURCES: PRINCIPAUX RÉSULTATS ATTENDUS



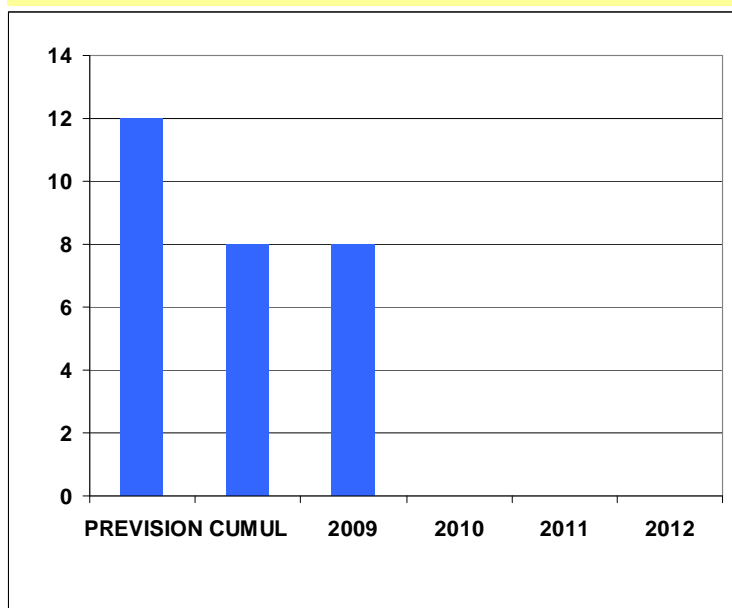
*(i) Service d'Appui*

**Bureau de GUMS/IF mis en place**



Un peu plus de 620 MER sur les 3 334 validées à ce jour ont bénéficiés directement des services des 9 GUMS. Les services offerts sont principalement en lien avec le diagnostic de l'exploitation et l'appui conseil. A partir des diagnostics, les CE des GUMS dressent une liste des MER qui bénéficieront des services d'appui, tel que la formation en technique et qualité, gestion, commercialisation et marketing. 3 des 9 GUMS sont hébergés dans les CSA à fin de renforcer les synergies tout en gardant chacun leur autonomie et propres modalités de fonctionnement.

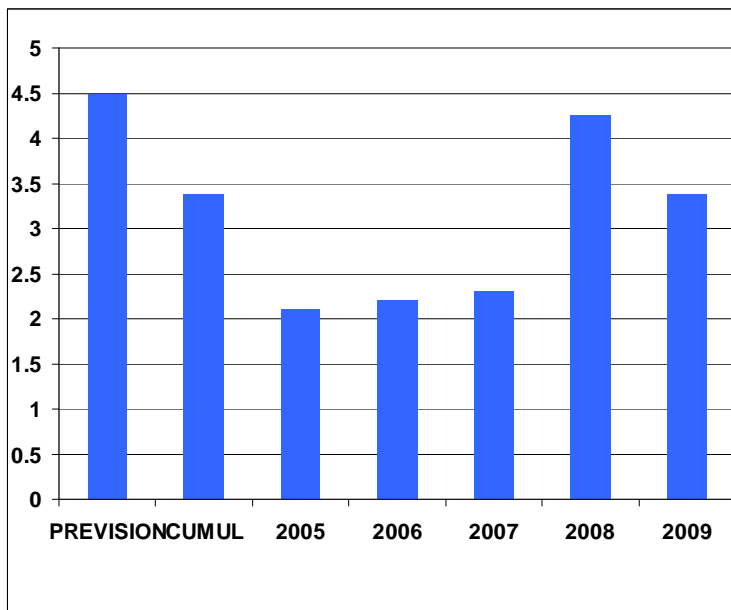
**CSA opérationnels**



8 CSA sont opérationnels dans les zones d'intervention du projet AROPA sur les 12 prévu pour le Projet, avec 155 demandes de services retenues sur un total de 1024. Les demandes paysannes aux CSA confirment la diversité et la multiplicité des appuis, tant dans les services que dans les investissements productifs (intrants, matériels et aménagements), ce qui incite à élargir les guichets de FRDA. Ces demandes confirment aussi la nécessité de les rassembler et de ne traiter que celles provenant d'OP plutôt que celles individuelles, ce qui devrait accélérer la dynamique de structuration des associations professionnelles. Avec la profusion des demandes liées à la production et aux services agricoles, les attentes sur e FRDA sont immenses et peuvent être sources de frustration des producteurs et de perte de confiance dans le dispositif CSA-FRDA, si elles ne sont pas satisfaites.

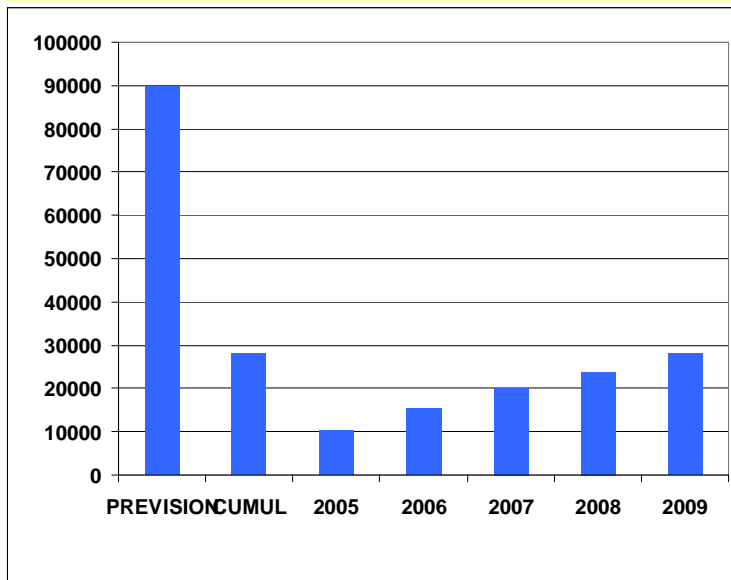


## Rendement rizicole



Une légère baisse du rendement au premier semestre 2009, par rapport à 2008, s'explique, selon les techniciens de terrain, par une majorité des nouveaux paysans individuels aidés qui n'utilisent pas encore les fertilisants nécessaires. Aussi, malgré l'appui ponctuel apporté par le MAEP dans le cadre de la Révolution Verte, à travers des intrants ou des semences, on peut constater que les producteurs n'ont pas eu accès à ces derniers en temps voulu.

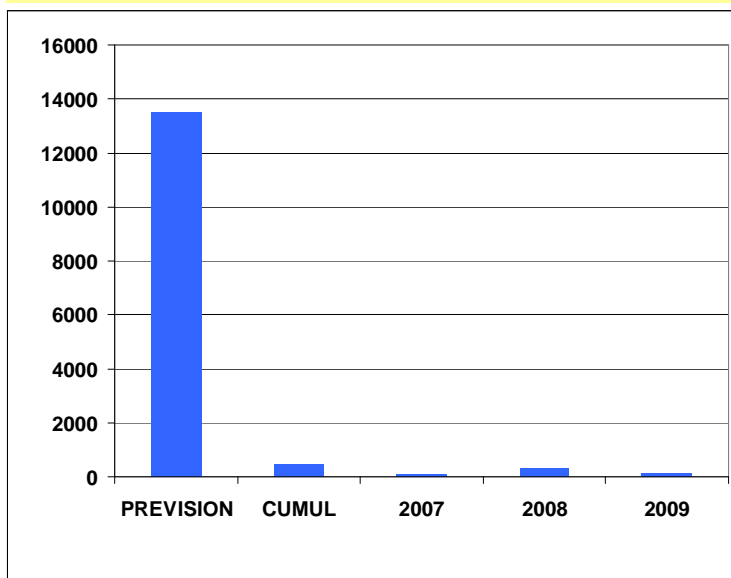
## Paysans faisant état d'une augmentation de la productivité des cultures et de l'élevage



Depuis le début de l'année 2009, le PPRR a mis en place un système d'avance avec restitution à un compte hébergé à l'OTIV dans le cadre de la « Relance Agricole ». Le Projet a pu répartir 450 000 rejets d'ananas, 2 tonnes de semences de maïs, 2 tonnes de semences de haricots, 750 sachets de semences maraîchères diverses, 13,500 marcottes de litchis, et 182,000 plants de girofliers, ce qui explique l'augmentation significative du nombre des paysans faisant état d'une augmentation croissante de la productivité cette année.

### (ii) Sécurisation Foncière

#### Certificats fonciers délivrés

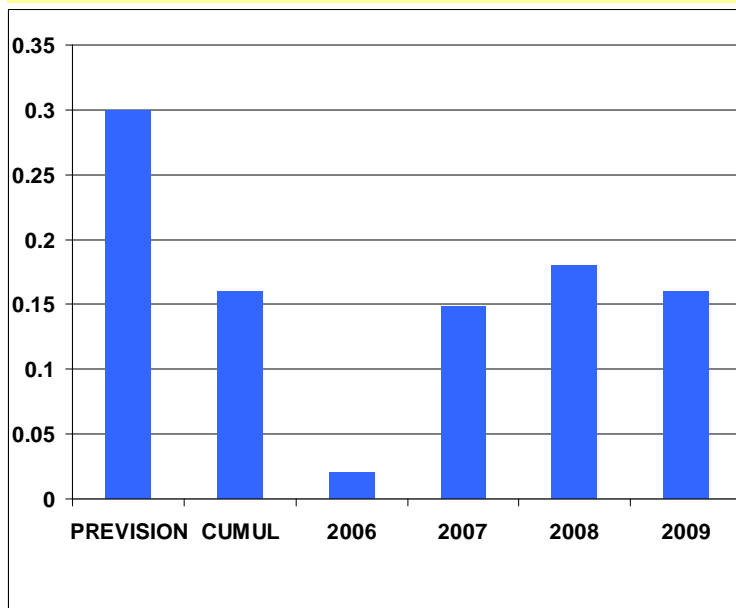


Étant donné que seulement trois guichets fonciers (1PHBM, 1PPRR, 1AD2M) sont fonctionnels sur les 15 prévus pour les projets FIDA, aucun effet notable n'est encore perçu sur la possession de certificats fonciers par les bénéficiaires. Il existe cependant quelques cas où les paysans augmentent leur niveau d'investissement, ayant une assurance de rester sur la parcelle. Malgré tout, la délivrance de plus de 400 certificats fonciers dont 47 à des femmes, a permis d'améliorer l'accès des pauvres à la ressource en terre. De même, grâce à l'alphabétisation, les paysans, surtout les femmes deviennent de plus en plus confiantes dans les démarches d'obtention des certificats.



### iii) Sécurisation Financière

#### Taux de pénétration des institutions de financement

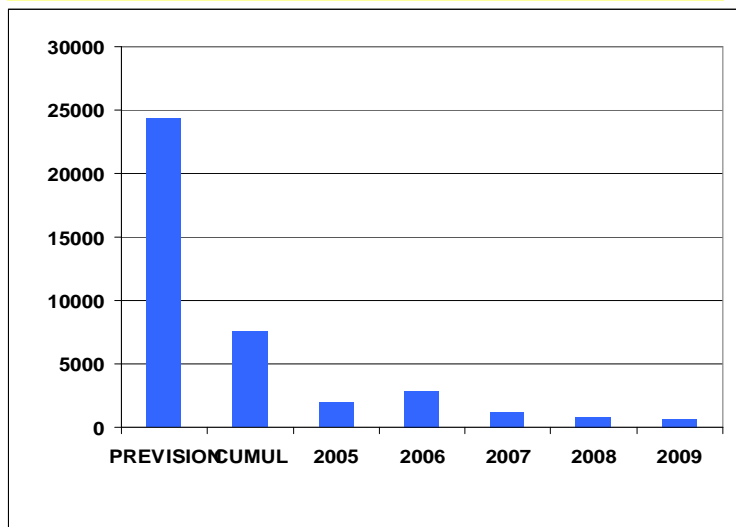


Pour PROSPERER, la convention avec IFC est reportée en 2010 donc l'effort pour cette année est focalisé à la densification des réseaux de micro finance dans la zone du Programme, qui sera effective vers la fin de cette année.

Pour PPRR, la baisse de 2% de pénétration par rapport à 2008, n'a rien d'alarmant, et est lié principalement à la prise en compte du nombre des ménages des nouveaux points de service rattaché aux trois nouveaux pôles créés en 2009. Le taux de pénétration est calculé par rapport aux points de services fonctionnels et les ménages existants dans les pôles concernés par ces points de services.

Pour AD2M, la convention avec CECAM doit encore être signée, qui retarde la mise en œuvre des activités.

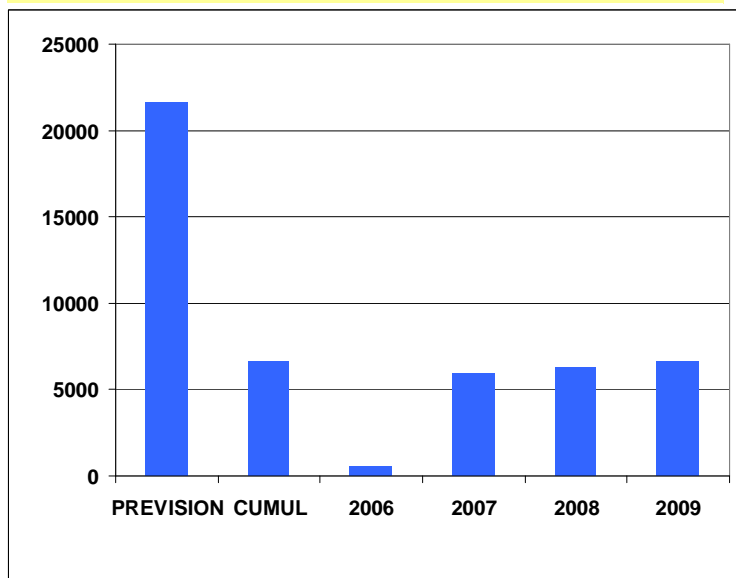
#### Emprunteurs actifs



Pour PPRR, on compte, à la fin du premier semestre 2009, 694 emprunteurs actifs des IMF FIVOY et CECAM dont 60% sont des femmes. On constate d'une nette diminution du nombre des emprunteurs en période de récolte ceci étant principalement du à la lourdeur administrative et longueur du délai de traitement de dossiers de l'institution financière.

Les autres projets n'ont pas encore débuté leurs activités sur les services financiers.

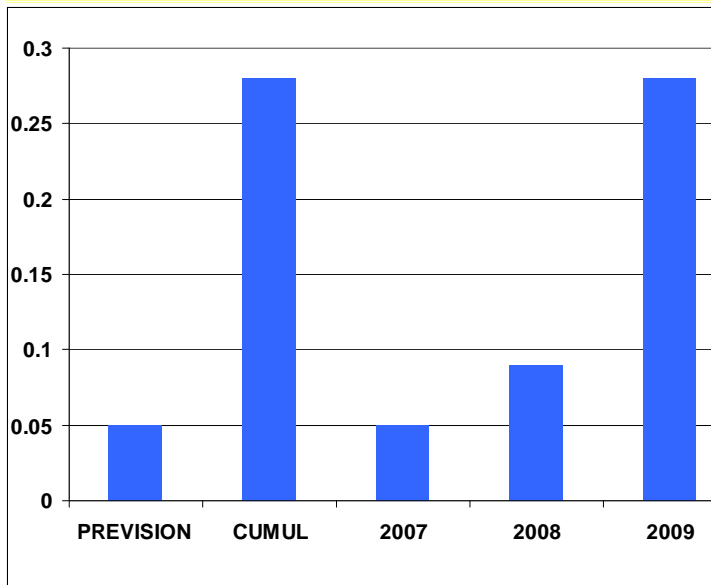
#### Epargnants volontaires



Pour PPRR : 6558 épargnants sur une prévision de 9000 épargnants dont 38% sont des femmes. Le nombre d'épargnant est en augmentation mais le nombre de femme épargnante reste en dessous de la prévision du RPE du Projet.

Les autres projets n'ont pas encore débuté leurs activités sur les services financiers.

## Portefeuille à risque

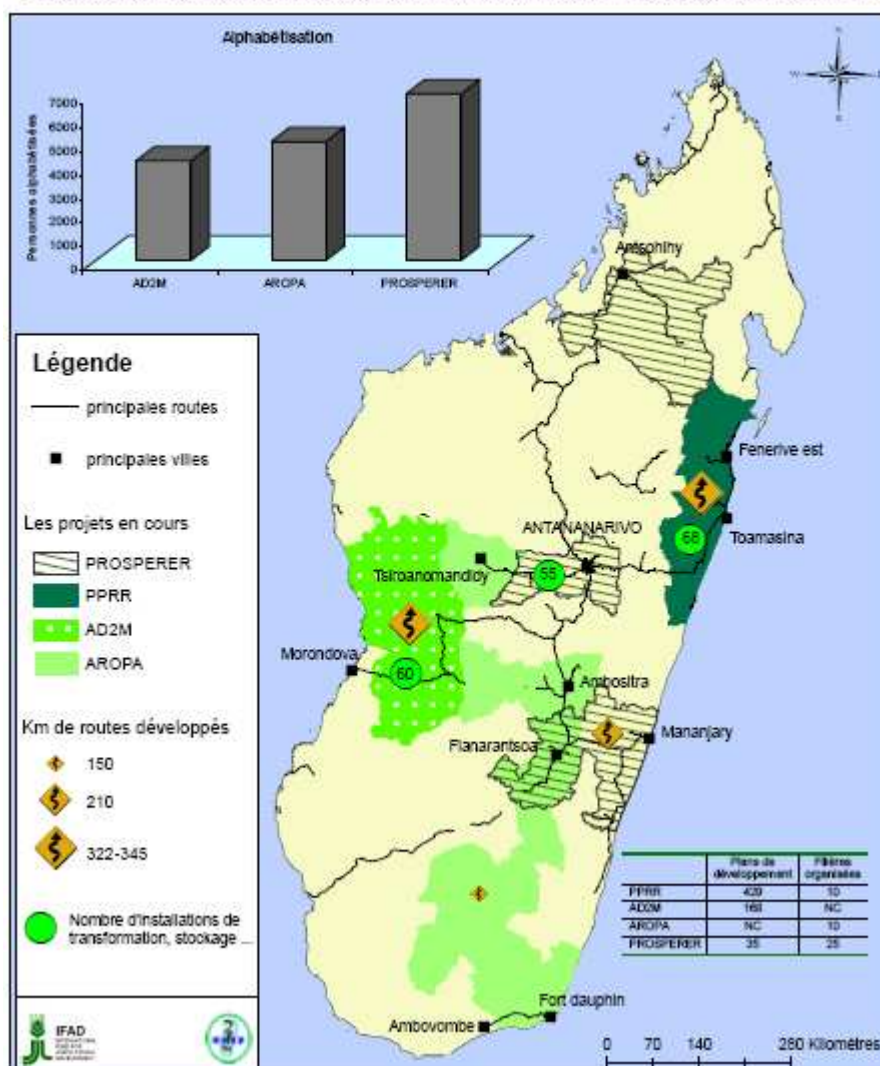


Pour PPRR, le taux est relativement élevé, l'objectif devant être en dessous de 5%, il est au total de 28%. Ceci s'explique, pour une bonne part, à travers les crédits liés à l'agriculture. Cependant, une partie provient des crédits commerciaux. La délinquance due aux prêts agricoles concerne les restes des crédits non remboursés à cause : (i) du piment qui s'est révélé un échec de production, (ii) de la perte de bétail due à la peste porcine, et (iii) du rééchelonnement de la dette sur le crédit campagne, autorisé à cause des pertes dues au cyclone. Les autres projets n'ont pas encore débuté leurs activités sur les services financiers.

**Objectif Spécifique 2 :** Accroissement des revenus des ruraux pauvres par la diversification et des activités agricoles et la promotion de l'entreprenariat rural.

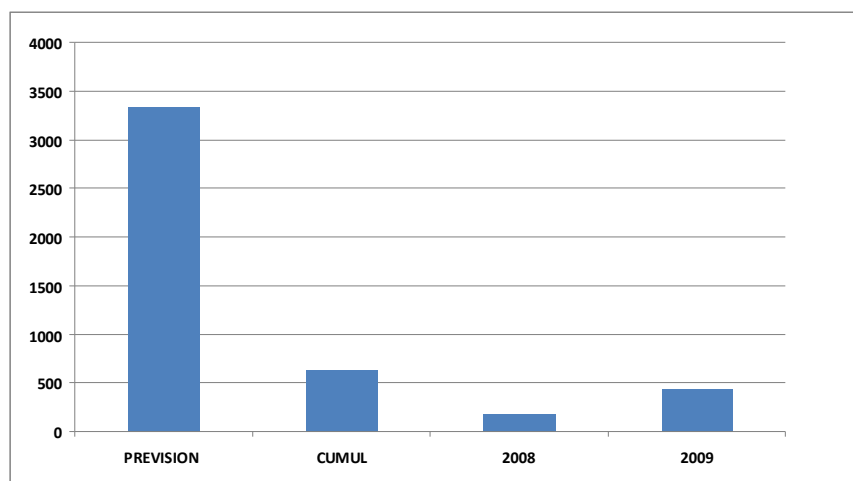
*Figure 6 : La carte montre les principaux résultats attendus sur la diversification agricole et l'entreprenariat rural.*

## FAVORISER LA DIVERSIFICATION AGRICOLE ET L'ENTREPRENARIAT RURAL: PRINCIPAUX RÉSULTATS ATTENDUS



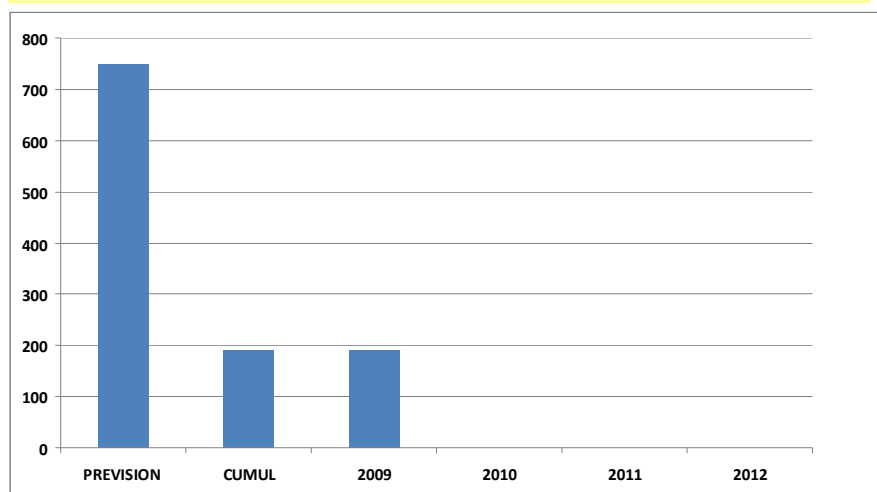
### *(i) Développement des petites et moyennes entreprises rurales*

#### Entreprises rurales ayant bénéficiées des services du projet



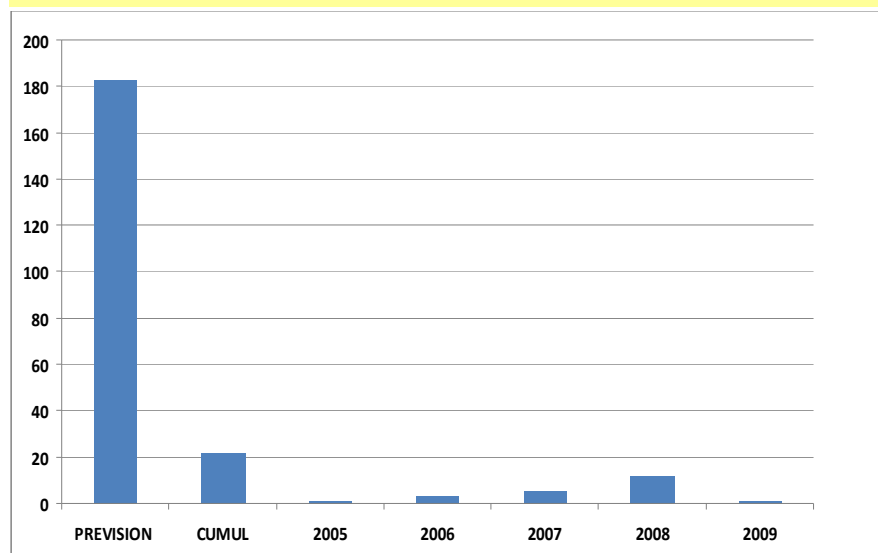
628 MERS sur les 3334 validées ont bénéficiées des services suivant du PROSPERER: (i) Formation en technique et qualité, (ii) Formation en culture entrepreneuriale et culture d'épargne et de crédit, (iii) Formation en gestion, (iv) Formation en marketing et commercialisation, (v) Appui-conseil de CE du GUMS, et (vi) Participation à des foires nationales et régionales.

#### Prestataires de services bénéficiant des services du projet



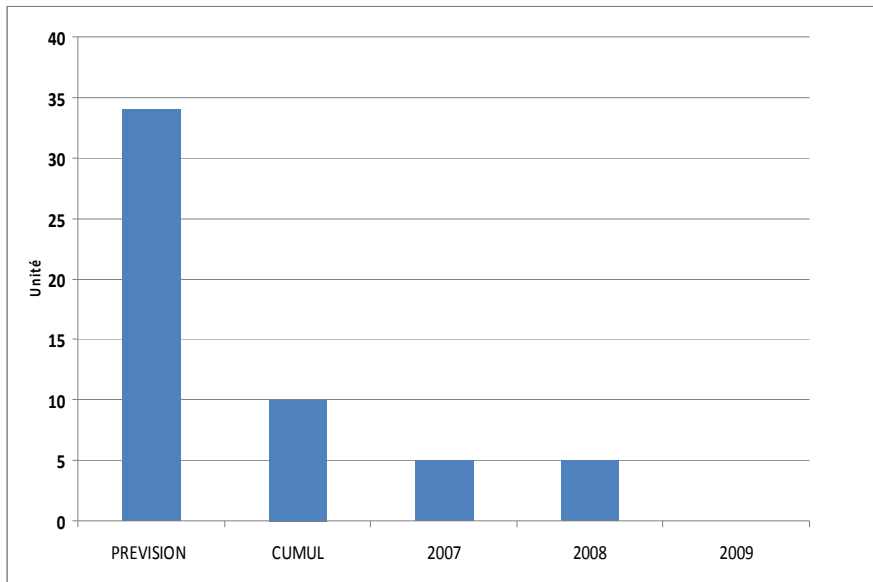
Presque 200 prestataires en appui aux MER ont bénéficiés des services de PROSPERER. Les prestataires sont impliqués dans les domaines suivants : (i) Formateur en technique de production autour des filières principales de production ; (ii) Formateur en gestion, (iii) Formateur en marketing et commercialisation ; et (iv) Formateur en culture entrepreneuriale et en culture d'épargne et de crédit.

#### Installations de commercialisation, de transformation, de stockage aménagées et/ou remises en état



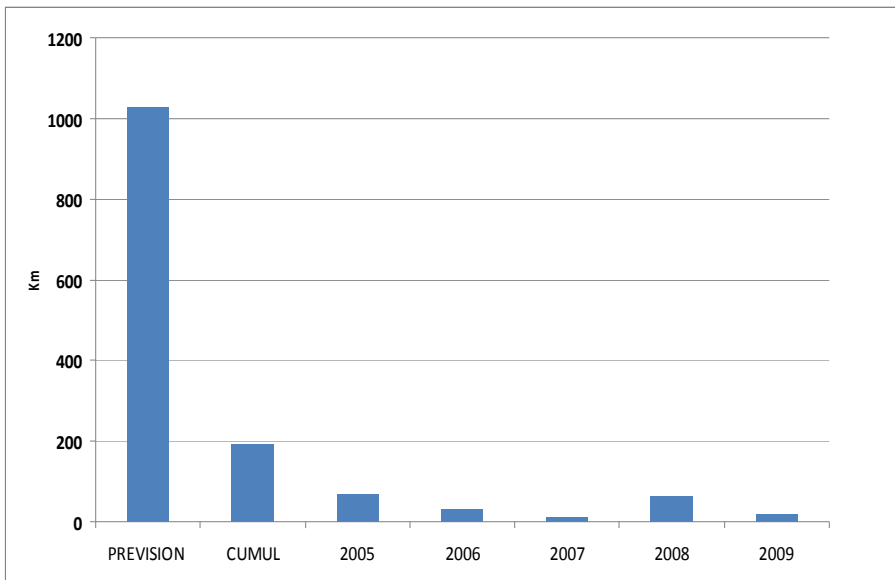
Au PPRR, le besoin de stockage est vivement ressenti dans les OP affiliées aux CAM, particulièrement les OP éloignés des CAM et des GCV. Les magasins de stockage récemment construits par le Projet ont une capacité réduite (20 tonnes) pour mieux s'adapter aux besoins des bénéficiaires. Pour le prochain semestre, PROSPERER envisage la construction de 5 nouveaux points de vente et pavillons d'expositions.

## GCV construit



Les 10 GCV du PPRR enregistrent un grand succès auprès des bénéficiaires (environ 125 estimé). Le volume des produits commercialisés est estimé à 188 tonnes. Il convient cependant de noter que le crédit GCV s'applique actuellement uniquement au riz. Le Projet devra négocier avec OTIV pour que les crédits GCV soient étendus à d'autres produits tels que le girofle, le piment, le maïs, etc. Le programme GCV augmentera rapidement dans les mois à venir avec l'appui de PARECAM.

## Routes construites/remises en état



Pour le PPRR, sur les 162 kms prévus pour 2009, 10 kms de pistes ont été réhabilitées, 15 kms sont en cours de réhabilitation, et 38 kms sont en phase d'attribution de marché.

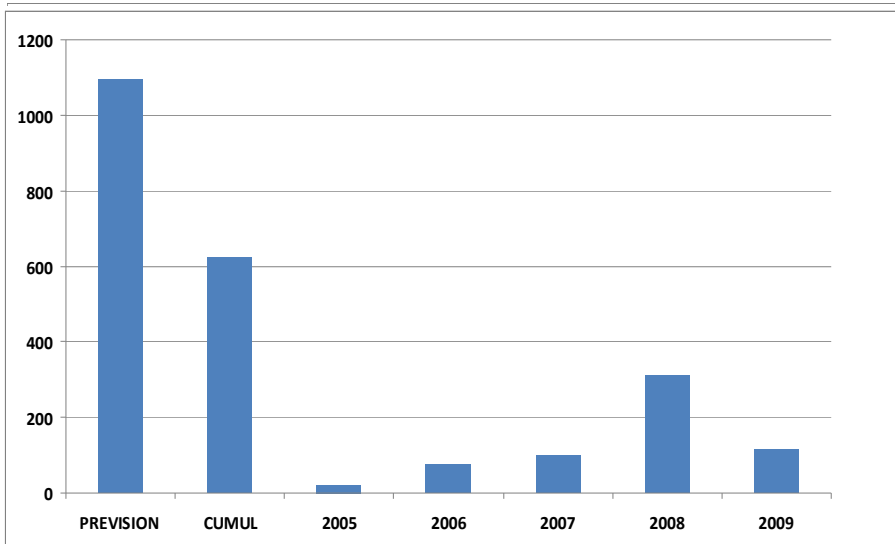
Pour PROSPERER, un besoin de 131 kms de pistes a été identifié, analysés et validés.

Pour AD2M, la réhabilitation de 5 axes longs de 30 kms est en cours.

Il est important que les routes prévues soient achevées car avec la construction et réhabilitation déjà de quelques pistes a déjà significativement facilité la sortie des produits des paysans et les prix des produits de première nécessité sont presque automatiquement descendus dans les zones désenclavées.

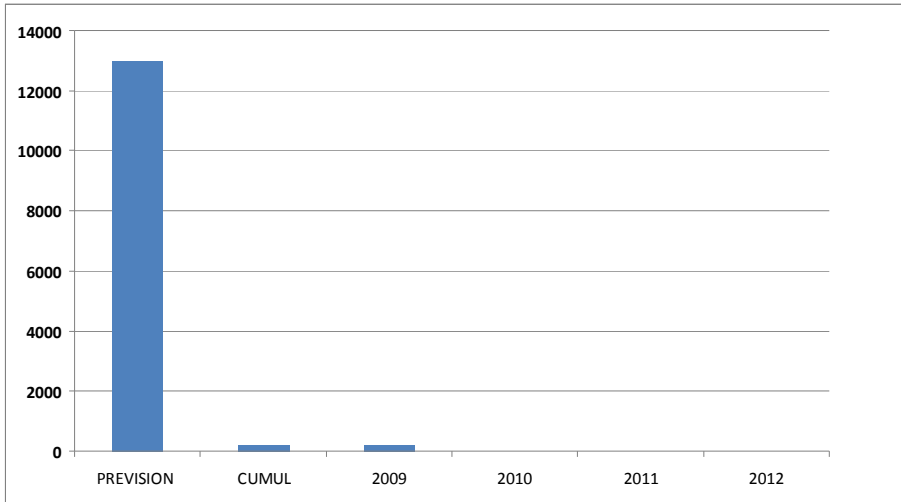
## (ii) Formation Professionnelle

### Personnes formées dans les domaines de la post-production, de la transformation et de la commercialisation



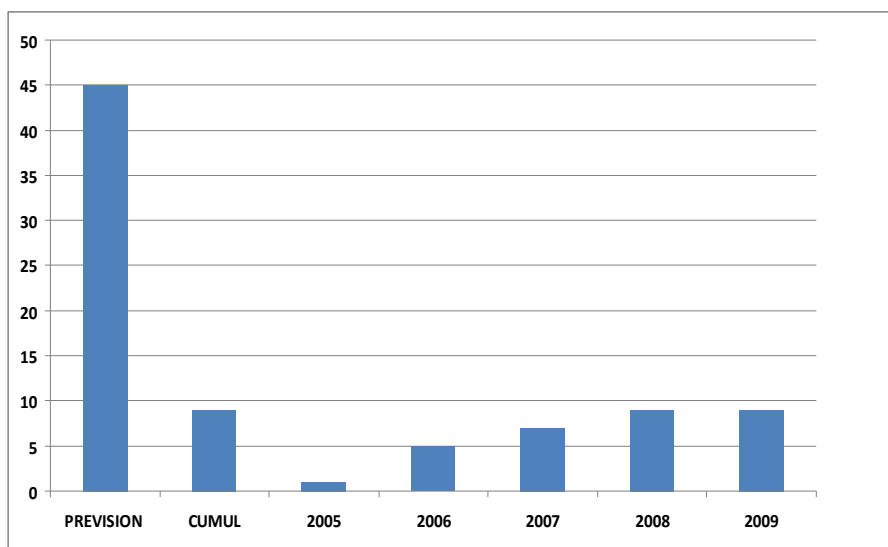
Pour PPRR, plus de 600 personnes ont été formées dans l'agro-business, dont 172 femmes. Les formations ont porté sur divers thèmes : Home business et planification stratégique, négociation commerciale et élaboration de plan d'affaire, chaîne de valeur, visite formation auprès de CTCF (CTHT), technique de gestion de qualité HE, technique de saumurage du piment, technique de récolte et de conditionnement de girofle, visite d'échanges entreprises et partenariats, participation au FIER Mada et échanges, etc.

### Personnes formées en affaires et entrepreneuriat



Un peu plus de 200 personnes ont été formées en affaires et entrepreneuriat, incluant les MER, prestataires de services et les responsables du Projet PROSPERER. Il est important de cultiver un esprit entrepreneurial pour pouvoir mieux remplir l'objectif de professionnalisation des petits producteurs et d'insertion dans les dialogues politiques.

### Filières prioritaires organisées intégrant les petites exploitations

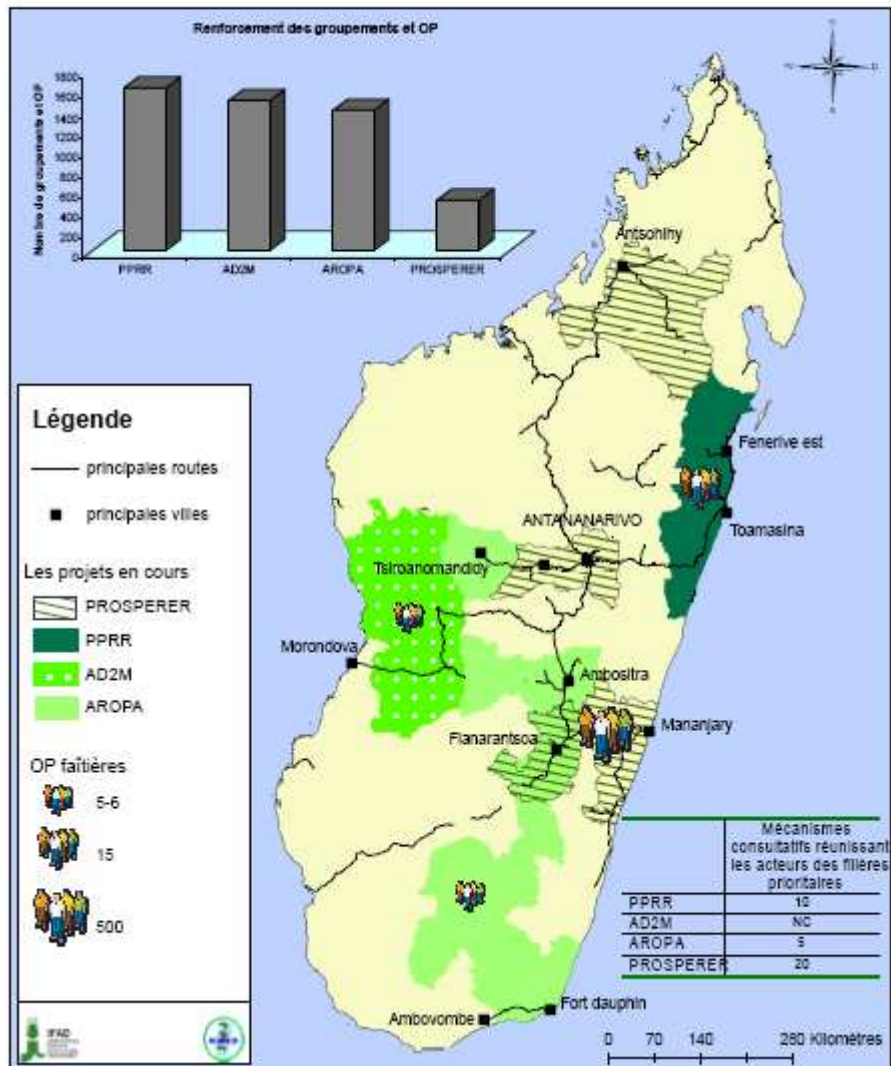


Les 9 filières prioritaires intégrant les petites exploitations pour PPRR sont : miel, riz, girofle, huiles essentielles, piment, litchis, maïs, ananas, et cultures maraichères. Pour PROSPERER, les filières identifiées sont : cultures maraichères, vannerie, couture, miel, huiles essentielles, soie, pisciculture, et oignon. Pour AROPA : riz, oignons, arachide, culture maraichère, pisciculture, et élevage de poulets. Dans leur stratégie d'intégration, les Projets ont aussi tenu compte des filières dans lesquelles les femmes ont un avantage comparatif de leadership comme, les huiles essentielles, piment et vannerie,

**Objectif Spécifique 3 : Professionnaliser les petits producteurs et leurs organisations pour les associer plus étroitement au développement économique et au dialogue sur les politiques**

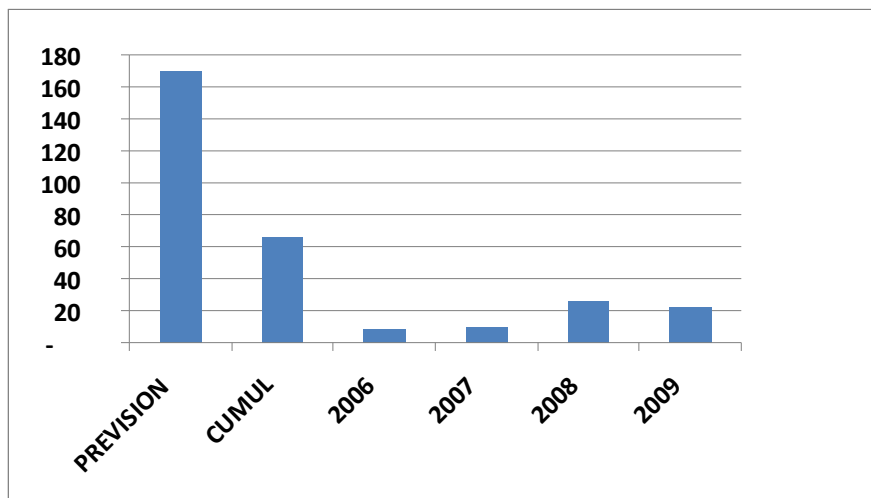
*Figure 7 : La carte montre les principaux résultats attendus sur le renforcement des organisations professionnelles*

**RENFORCEMENT DES ORGANISATIONS PROFESSIONNELLES:  
PRINCIPAUX RÉSULTATS ATTENDUS**



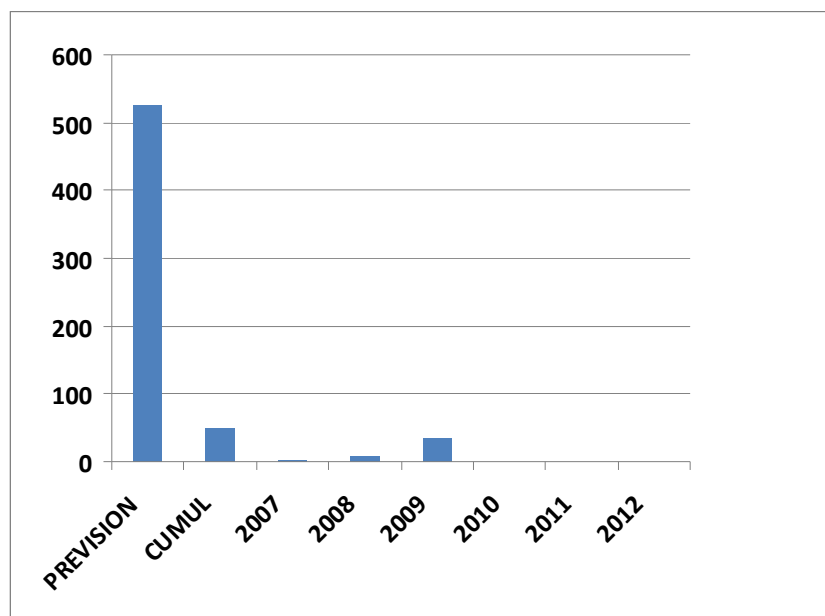
## Renforcement des Organisations Professionnelles

### Groupes de gestion de l'infrastructure formés et/ou consolidés



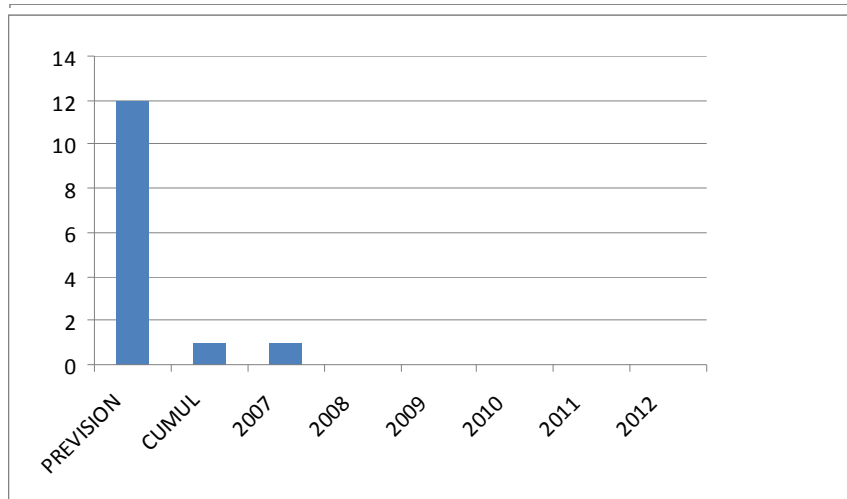
Pour AD2M: 2 AUE ont été formées pour les 2 périmètres de 1 250 ha réhabilités et 2 autres périmètres de 900 ha en cours de réhabilitation. Aucun des 2 groupes cependant ne compte parmi leurs membres des femmes. La constitution de 18 AEL est actuellement en cours. Les AEL sont notamment important pour assurer la bonne organisation des campagnes de vaccination des élevages. Pour PPRR : 46 groupes formés avec plus 1800 membres, dont 20 AUP et 8 AUE. Le Projet encourage les femmes à adhérer aux groupements. Les associations d'usagers sont formées pour pouvoir principalement mobiliser les communautés, afin de pouvoir réaliser de manière responsable les travaux courants de maintenance.

### Organisations professionnelles faïtières opérationnelles



PPRR : Les 11 organisations faïtières sont concernées dans les filières suivantes : riz, ananas, pépinières, maïs, pêche, apiculture, et curcuma. PROSPERER : Pour le moment aucune des organisations professionnelles faïtières n'est opérationnelle pour le projet qui, dans un premier temps, se focalise sur l'appui des associations et groupements de base. AROPA prévoit l'accompagnement de 6 OPRs en 2009. Il est important d'encourager les OP à se regrouper en organisations faïtières pour faciliter leur intégration dans le paysage économique et leur permettre de mieux faire face aux aléas climatiques et économiques.

### Mécanismes consultatifs réunissant les acteurs des filières prioritaires mis en place et fonctionnels



PPRR: Le seul mécanisme consultatif fonctionnel est la plateforme de concertation sur les litchis. D'autres plateformes sont prévues pour : le miel, le girofle, le piment, l'ananas et le maïs. PROSPERER prévoit d'appuyer les réunions et actions de concertation par le PCAF. AROPA appuiera l'organisation de 5 structures consultatives interprofessionnelles. Il est capital de mettre en place des mécanismes consultatifs car ils réunissent toutes les parties prenantes ainsi que les bénéficiaires dans le but de pénétrer et participer durablement au dialogue politique.



Les groupes cibles des quatre projets sont généralement confrontés aux mêmes problématiques de développement, particulièrement pour l'accès aux marchés et les services financiers. De ce fait, l'échange d'informations et une collaboration étroite entre projets sont privilégiés et reconnus comme mutuellement bénéfiques, tout autant que le besoin d'élargissement des sources de consultations et d'amélioration de la coordination des interventions sur le terrain.

## **Conclusion**

Après la clôture du PHBM-II, le PPRR devient le plus ancien projet FIDA en cours à Madagascar et de ce fait devait servir de modèle de performance aux nouveaux projets en 2009, notamment dans le domaine de la production où il a atteint sa vitesse de croisière et des activités de désengagement pour assurer la durabilité des activités développées (dans l'optique de transmettre progressivement la gestion à des Unions des coopératives CAM). Cet objectif n'est pas encore atteint et le PPRR est dépassé par d'autres projets dont les engagements augmentent fortement (Ad2M). Enfin le PARECAM doit démontrer sa capacité de déboursement au cours du deuxième semestre 2009.

L'objectif du COSOP de professionnaliser les agriculteurs dans les domaines organisationnel, technique et commercial, d'appuyer leur regroupement pour certaines activités (formation, achats ou ventes groupés, etc.) et leur adhésion à des groupements de producteurs et des organisations faîtières constituent des éléments porteurs pour la durabilité des interventions du Programme pays. Dans ce but, un nouveau projet est actuellement en cours de formulation. Il visera à renforcer les acquis et les activités des projets, clôturés et en cours, notamment en assurant un meilleur accès des jeunes et des petits producteurs à la formation professionnelle agricole et en les soutenant dans leurs activités initiales.